Concurrences

REVUE DES DROITS DE LA CONCURRENCE | COMPETITION LAW REVIEW

Grands arrêts du droit de la concurrence

Sous la direction de

Laurence Idot

Volume II
Concentrations et aides d'Etat

Ebook

► *ALLER AU SOMMAIRE*

Concurrences
Revue, Bulletin, Livres, Conférences

Table des matières

Volume II – Concentrations et aides d'Etat

PARTIE 1 : CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS DE CONCURRENCE 3

Chapitre 1. Droit de l'Union 4

1.1 Champ d'application du contrôle 4

1.1.1 Opérations contrôlables 4

a) Opération déjà validée par une Autorité Nationale 4

CJCE, 18 décembre 2007, Cementbouw Handel & Industrie BV c/ Commission, C-202/06 P 4

b) Convention de portage 6

Trib. UE, 13 septembre 2010, Odile Jacob c/ Commission, T-279/04 6

CJUE (gde ch.), 6 novembre 2012, Commission c/ Éditions Odile Jacob, C-553/10 P et C-554/10 P 9

c) Participation minoritaire 12

Trib. UE, 6 juillet 2010, Aer Lingus Group c/ Commission, T-411/07 12

1.1.2 Sanctions de l'absence de notification 18

CJUE, 3 juillet 2014, Electrabel c/ Commission européenne, C-84/13 P 18

1.2 Appréciation de l'opération 22

CJCE, 15 février 2005, Commission c/ Tetra Laval BV, C-12/03 P 22

TPICE, 14 décembre 2005, General Electric c/ Commission, T-210/01 26

CJCE, 10 juillet 2008, Bertelsmann-Sony / Impala, C-413/06 P 30

1.3 Questions de procédure 38

1.3.1 Accès aux documents de la Commission 38

CJUE, 28 juin 2012, Commission c/ Odile Jacob, C-404/10 P 38

1.3.2 Exécution des engagements 42

CJUE (gde ch.), 6 novembre 2012, Commission c/ Éditions Odile Jacob, C-553/10 P et C-554/10 P 42

1.3.3 Suites d'un arrêt d'annulation : Recours en responsabilité 45

CJCE, 19 juillet 2009, Commission c/ Schneider Electric, C-440/07 P 45

Chapitre 2. Droit français 49

2.1 Champ d'application du contrôle 49

CE, Sect., 31 janvier 2007, France Antilles, n° 294896 49

2.2 Appréciation de l'opération 55

CE, 13 février 2006, Fiducial informatique et Fiducial expertise, CEGID / CCMX, 55n° 279180 55

CE, 31 juillet 2009, Fiducial Audit et Fiducial Expertise, n° 305903 58

► *ALLER AU SOMMAIRE*

CE Sect., 30 décembre 2010, Métropole Télévision, n° 338197 61
CE, 21 déc. 2012, Canal Plus, n° 353856 ; CE, 21 déc. 2012, Canal Plus, n° 362347 66

2.3 Questions de procédure 69

2.3.1 Introduction du référé 69

CE, ord., 19 mai 2005, Fiducial Informatique et Fiducial Expertise, n° 279697 ;
CE, 20 juillet 2005, Fiducial et Fiducial Expertise, n° 279180 69

2.3.2 Contrôle de l' exécution des engagements 73

Cons. constit., 12 octobre 2012, n° 2012-280 73

Chapitre 3. Répartition des compétences entre la Commission et les États-membres 80

Protection des intérêts légitimes 80

CJCE, 22 juin 2004, République portugaise c/ Commission, C-42/01 80
CJCE, 6 mars 2008, Commission c/ Royaume d'Espagne, C-196/07. 83

PARTIE 2 : CONTRÔLE DES AIDES D'ETAT 86

Chapitre 1. Notion d'aide 87

1.1 Applicabilité du contrôle : Notion d'entreprise et activité économique 87

CJCE, 10 janvier 2006, Cassa di Risparmio di Firenze e. a., C-222/04. 87
CJUE, 19 décembre 2012, Mitteldeutsche Flughafen and Flughafen c/ Commission,
C-288/11P 91

1.2 Eléments constitutifs de l'aide 94

1.2.1 Origine étatique et transfert de ressources d'Etat 94

CJCE, 15 juillet 2004, PearleBV, C-345/02. 94
CJUE, 19 décembre 2013, Vent de Colère ! Fédération nationale c/ Ministre de l'Écologie,
du Développement durable, des Transports et du Logement et Ministre de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie, C-262/12 96

1.2.2 Existence d'un avantage 101

CJCE, 1er juillet 2008, Chronopost, La Poste c/ Union française de l'Express (UFEX)
e.a., C-341/06 P et C-342/06 P 101
CJCE, 2 avril 2009, Bouygues et Bouygues Télécom c/ Commission, C-431/07 P 105
CJUE, 8 décembre 2011, France Télécom c/ Commission, C-81/10 P 108
CJUE (gde ch.), 5 juin 2012, Commission c/ EDF, C-124/10 P. 113
CJUE (gde ch.), 19 mars 2013, Bouygues et Bouygues Télécom c/ Commission
européenne, et Commission c/ République française, aff. jtes C-399/10P et C-401/10P . 116
CJUE, 3 avril 2014, France c/ Commission, C-559/12 P. 120
CJUE, 4 septembre 2014, SNCM et France c/ Corsica Ferries, C-533/12 P et C-536/12 P . . . 123

1.2.3 Avantage et compensation d'obligations service public. 127

TPICE, 12 février 2008, BUPA e.a. c/ Commission, T-289/03 127

1.2.4 Sélectivité de la mesure : Cas particulier des mesures fiscales et parafiscales . . 135

CJCE, 6 septembre 2006, République portugaise c/ Commission, C-88/03 135

► *ALLER AU SOMMAIRE*

CJCE, 22 décembre 2008, British Aggregates c/ Commission, C-487/06 P 138
CJCE (gde ch.), 22 décembre 2008, Régie Network c/ Direction de contrôle fiscal Rhône-Alpes Bourgogne, C-333/07 140
CJUE (gde ch.) 15 novembre 2011, Commission et Espagne c/ Government of Gibraltar et Royaume-Uni, C-106/09 P et C-107/09 P 145

Chapitre 2. Mise en œuvre du contrôle 149

2.1 Contrôle par les institutions européennes 149

2.1.1 Rapports Conseil/Commission. 149

CJUE, (gde ch.), 4 décembre 2013, Commission c/ Conseil, C-111/10 ; CJUE, (gde ch.), 4 décembre 2013, Commission c/ Conseil, C-117/10 ; CJUE, (gde ch.), 4 décembre 2013, Commission c/ Conseil, C-118/10 ; CJUE, (gde ch.), 4 décembre 2013, Commission c/ Conseil, C-121/10 149

2.1.2 Pouvoirs et devoirs de la Commission. 155

CJCE (gde ch.) 15 avril 2008, Nuova Agricast c/ Ministero delle Attività Produttive, C-390/06 155
CJUE (gde ch.), 2 décembre 2009, Commission c/ Irlande e.a., C-89/08 P 157
CJUE, 9 juin 2011, Comitato « Venezia vuole vivere » e.a. c/ Commission, C-71/09 P, C-73/09 P et C-76/09 P 160

2.1.3 Recevabilité des recours 164

CJCE, 17 juillet 2008, Athinaiki Techniki AE c/ Commission, C-521/06 P 164
CJCE, 22 décembre 2008, British Aggregates c/ Commission, C-487/06 P 174
CJUE, 24 mai 2011, Commission c/ Kronoply et Kronotex, C-83/09 P 177

2.1.4 Etendue du contrôle juridictionnel 180

CJUE, 2 septembre 2010, Commission c/ Scott, C-290/07 P 180

2.2 Rôle des juridictions nationales. 184

2.2.1 Autonomie procédurale 184

CJCE, 7 septembre 2006, Laboratoires Boiron, C-526/04 184
CJCE, 18 juillet 2007, Lucchini et MICA, C-119/05 187

2.2.2. Pouvoirs et devoirs du juge national 191

CJCE, 12 février 2008, CELF et Ministre de la Culture et de la Communication c/ Société internationale de diffusion et d'édition (SIDE), C-199/06. 191
CJUE, 11 mars 2010, Centre d'exportation du livre français (CELF), Ministre de la Culture et de la Communication c/ Société internationale de diffusion et d'édition (SIDE), C-1/09 194
CJUE, 21 novembre 2013, Deutsche Luthansa c/ Flughafen Frankfurt-Hahn, C-284/12 . . . 199

2.3 Contentieux de la récupération des aides 207

CJCE, 22 avril 2008, Commission c/ Salzgitter et République fédérale d'Allemagne, C-408/04 P 207
CJCE, 7 juillet 2009, Commission c/ Grèce, C-369/07 210
CJUE, 11 décembre 2012, Commission c/ Espagne, C-610/10 214

► *ALLER AU SOMMAIRE*

Grands arrêts du droit de la concurrence

Volume II
Concentrations et aides d'Etat

Ce second volume des *Grands arrêts du droit de la concurrence* couvre le contrôle des concentrations et le contrôle des aides d'Etat. L'ouvrage réunit plus de 50 commentaires de décisions et d'arrêts européens et nationaux parus dans la revue Concurrences de 2004 à 2015.
Le premier volume couvre les pratiques anticoncurrentielles.

Sous la direction de Laurence Idot, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas

Avec les contributions de : *Alain Alexis, Dominique Berlin, Olivier Billard, Alice Blanchet, Jean-Yves Chérot, Jean-Mathieu Cot, Jacques Derenne, Christophe Giolito, Jérôme Gstalter, Aude Guyon, Alexandre Lacresse, Christophe Lemaire, Agnès Maitrepierre, Anne-Cécile Martin, Stanislas Martin, Simon Naudin, Mélanie Pérez, Jérôme Philippe, Bruno Stromsky, David Tayar, Jessica Walch, Fabien Zivy*

Concurrences
Revue, Bulletin, Livres, Conférences

9 791094 201091

Prix : 40 € TTC